

Bulletin d'information – Covid-19 en RDC

15 avril 2020

Ce Bulletin d'information, qui s'appuie sur le travail de veille et de collecte de données réalisé par [#NCovAfrica](#), a pour objet de dresser un état des lieux de la gestion et des conséquences de la maladie Coronavirus (COVID-19) en République Démocratique du Congo. Dans un premier temps, vous pourrez trouver un état des lieux chiffré de l'état de la pandémie en RDC, puis, un panorama complet des mesures de réponse mises en place par le gouvernement et les institutions financières. Enfin les réactions d'un secteur stratégique de l'économie du pays sont exposées, accompagnées d'une revue de presse ciblée.

01. Chiffres clés et déclarations

Etat de la pandémie au niveau national



Jeanine Mabunda Lioko, Présidente de l'Assemblée Nationale :

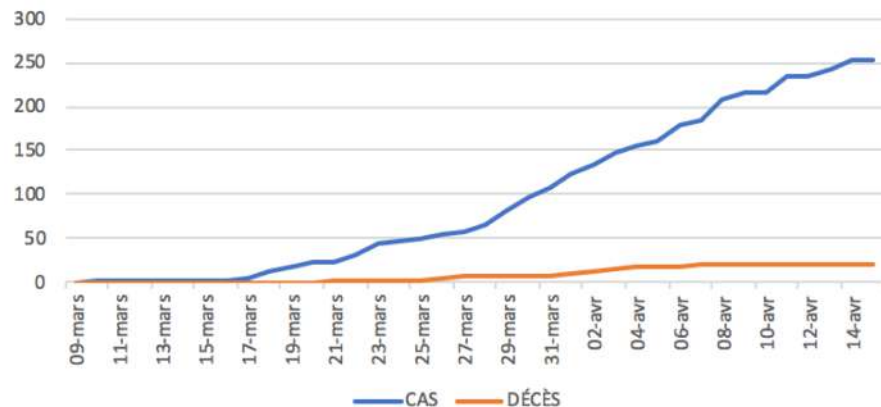
« Il ne s'agit pas ici de revenir sur ce qui s'est dit et fait. Il faut regarder de l'avant. Au moment où la population autour du chef de l'Etat, autour des institutions, des élus de la République cherchent les meilleures mesures pour protéger nos populations, je crois que ce ne sont pas des batailles politiques qui doivent nous distraire. Il faut voir ensemble comment nous allons avancer. »



Dr Senga Lwuamba, secrétaire général national du Synamed (Syndicat National des Médecins) :

« Nous avons évoqué les respirateurs, dans les hôpitaux d'Etat sur l'ensemble de la République du Congo, il y a moins de 20 respirateurs. Donc, on ne compte que sur les respirateurs des institutions privées. Et c'est comme ça que le Synamed se pose la question: où sont passés les 300 hôpitaux construits aux standards internationaux? Parce que c'est ce qu'on est en train de nous dire, de nous rabattre les oreilles pendant des heures et des heures dans les médias nationaux. La situation de la pandémie actuelle est en train justement de mettre à nu la responsabilité manifeste des autorités, des gouvernements passés et peut-être aussi le gouvernement actuel parce qu'il n'y avait de plan pour améliorer le secteur de la santé. »

Suivi de l'épidémie



254

cas sont dénombrés en RDC.

21

congolais sont décédés des suites de la maladie.

21

personnes sont guéries.

250

hôpitaux généraux

5,9%

part de la santé dans le budget national

34ème

pays africain le plus touché par l'épidémie

5,7%

taux d'inflation

02. Panorama des mesures prises

Mesures nationales

Le 24 mars, Félix Tshisekedi décrète lors d'une allocution télévisée la promulgation de **l'état d'urgence** et ce pour une durée de **trente jours**. De fait, les mouvements migratoires entre la capitale et les provinces sont prohibés ainsi que les rassemblements de plus de vingt personnes. Seuls les avions transportant du fret et les bateaux cargos sont autorisés à voyager, sous condition d'un contrôle strict de l'état de santé de l'équipage. **Un plan stratégique national de riposte évalué à 135 millions de dollars et élaboré par l'Institut National des recherches biomédicales** s'étendra sur une période de douze mois.

La capitale, Kinshasa, qui devait être placée en "confinement total" pour une durée de trois semaines à compter du 27 mars, a vu, la veille, la mise en place effective de **l'isolement reporté** sine die. Cette décision fait notamment suite à un essor des spéculations sur les prix des biens de première nécessité et des débordements observés dans plusieurs zones de la capitale.

Le quartier de **la Gombe**, épice de l'épidémie à Kinshasa, a été mis en confinement du 6 au 20 avril. La logistique mise en place fait débat dans la capitale congolaise, où certains déplorent un manque de coordination et d'efficacité des services publics.

Quartier de la Gombe

Quartier de haut standing du nord de la capitale congolaise où résident la plupart des expatriés.

L'Organisation internationale pour les migrations (OMI) assiste les autorités congolaises en distribuant notamment des kits de protection personnelle aux agents postés aux 25 points d'entrée de la commune et a dépisté à ce jour plus de 11 000 personnes dans la ville.

Le 8 avril, le gouvernement congolais a annoncé mettre en place une désinfection progressive de la zone.



02. Panorama des mesures prises

Mesures économiques nationales relatives aux ménages

Plusieurs mesures ont été mises en place pour **assurer la continuité de l'approvisionnement en produits de première nécessité** et réduire l'impact de l'épidémie sur l'économie nationale :

- 1 **Exonération**, pour une durée de trois mois, **de la TVA** sur les importations et ventes de produits de consommation de masse
- 2 **Suspension**, pour une durée de six mois, **de tout impôt, droit, taxe et redevance** sur l'importation et la vente de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux
- 3 **Facilitation de la circulation des biens** évoqués par la suppression des barrières policières et postes de contrôle disposés sur les voies d'acheminement
- 4 **Prise en charge**, pour une durée de deux mois, **de la fourniture d'eau et d'électricité** des ménages, des hôpitaux, et des Micro Petites et Moyennes Entreprises frappées par la mesure de fermeture
- 5 **Interdiction d'expulsion des locataires** de Mars à Juin 2020
- 6 **Prise en charge des funérailles** des défunts liés au Covid-19
- 7 Mise en place d'un **mécanisme d'approvisionnement** national pour garantir la stabilité des prix

Suspension, pour une durée de deux mois, de **l'Impôt Professionnel sur le Revenu**

Vers une hausse des prix ?

Un soutien marqué au secteur agricole est particulièrement nécessaire en RDC : 15 des 82 millions d'habitants que compte le pays sont cultivateurs.

Le mécanisme d'approvisionnement rencontre déjà des difficultés : la hausse de demande kinoise faisant suite à l'annonce de confinement a résulté sur une hausse des prix du marché, excluant, de fait, une grande partie de la population.



03. Politique budgétaire

Le budget 2020, qui avait déjà **été resserré en février de 25%** à la suite de la publication d'un **Plan de Trésorerie du ministère des finances** qui anticipait déjà une conjoncture peu favorable, se voit réorganisé pour donner priorité aux dépenses liées à la crise sanitaire.

Le service à la dette extérieure du pays, qui correspond aux sommes versées chaque année aux agents extérieurs auprès de qui des crédits ont été contractés, fera l'effet d'efforts de négociation en vue de rééchelonnements. La réussite de ces reports est nécessaire au vu de la difficulté à en régler les frais liés du gouvernement. En 2019, le taux d'exécution était de **57,4%**.

La **Banque Centrale du Congo**, afin de garantir la continuité des services financiers et diminuer l'impact économique de la crise sanitaire a arrêté les mesures suivantes :

- Maintien de la fourniture de liquidités aux différentes banques commerciales afin de leur permettre de continuer à approvisionner l'économie et prévenir les risques d'assèchement.
- Baisse du taux directeur de 9% à 7,5%, réduisant le coût du recours au crédit.
- Baisse du coefficient de la réserve sur les dépôts à vue en monnaie nationale, de 2% à 0%. En abaissant le montant des fonds devant être déposés à la banque centrale, la BCC augmente la capacité de liquidité des banques qui bénéficient de fait d'un volume de dépôts plus conséquent à réinjecter dans l'économie.
- Suppression des frais sur les transactions en monnaie électronique inférieures à 2 500 000 CDF jusqu'à fin décembre 2020.
- Relèvement à 2500 USD du montant autorisé de transaction journalières en monnaie électronique et déplafonnement de la limite mensuelle.

Budget
2020

18 545 milliards
de Francs
Congolais.

04. Sources de financement

Fonds National de Solidarité

Le **25 mars** le Président Tshisekedi a recommandé l'ouverture d'un Fonds National de Solidarité ouvert à tous. Le 6 avril, Sylvestre Ilunga Ilunkamba a ouvert **trois comptes bancaires** multidevises au sein de trois banques commerciales.

A travers ce projet, le gouvernement congolais espère réunir les soutiens et mobilisations de tiers privés et publics souhaitant l'assister dans la lutte contre la propagation du virus.

L'ODEP, une organisation de la société civile, a proposé d'approvisionner le Fonds en **prélevant 25% des émoluments du personnel public**.

La filiale congolaise de **l'United Bank of Africa**, l'homme d'affaires congolo-yéménite Awad Mohammed de la société **SIAT** ont respectivement versé **150 000 USD et 200 millions de FC**.

Les Etats-Unis ont annoncé mettre en place une aide à hauteur de **6 millions de dollars** spécifiquement dédiée à appuyer les fournitures de matériel de santé et l'approvisionnement en eau.

Emission de bons du Trésor

Mercredi 1^{er} février, le gouvernement congolais a levé **6 milliards de Francs Congolais** à travers une émission de bons du Trésor.

Néanmoins, avec un taux de couverture de **16%**, l'objectif visé n'a pas été atteint.

Une nouvelle émission le 17 mars a obtenu de meilleurs résultats : avec un taux de réalisation de 97,5%, 19,5 milliards de FC sont venus rejoindre l'enveloppe budgétaire nationale.

En avril, le gouvernement veut lever sur le marché intérieur **100 milliards de FC**. A travers ce mécanisme de financement de l'économie nationale, le gouvernement congolais entend levers jusqu'à 350 milliards de francs congolais.

Budget national

Un premier plan de riposte, estimé à **135 millions de dollars**, a été mis en place depuis le 25 mars. D'une durée prévue de douze mois et concentré sur la lutte contre la propagation de la maladie, particulièrement au sein de son épicerie, ce plan est en train d'être repensé pour devenir **plus global** et **couvrir différents secteurs** touchés par l'épidémie.

05. Focus – Le secteur minier

La fermeture des liaisons avec Kinshasa et les restrictions de flux de personnes impactent déjà l'économie extractive : au 18 mars, **les exportations RD-congolaises de cuivre, cobalt et de coltan vers la Chine enregistraient déjà un recul de 10%**.

Des mesures ont été prises, par les autorités publiques comme par les entreprises, au sein des deux principales régions minières.

Haut Katanga

23 mars : le gouverneur du Katanga annonce la mise en confinement de la population minière de la région.

Ivanhoe : Mise en quarantaine des des trois principaux projets de la société (Kamoa-Kakula, Platreef et Kipushi) pour empêcher le virus de se propager sur les différents sites. Les employés ont été transférés dans des logements permanents sur site, où des unités de soins et réanimation, équipées de ventilateurs, ont été mises en place.

Chemaf : La filiale congolaise de Shalina Resources a annoncé la fermeture pour deux semaines du site d'extraction de cobalt de Mutoshi. Le groupe arrête les opérations de son usine de traitement d'Usoke et les travaux de construction de son usine de Mutoshi, la pandémie ayant rendu impossible l'approvisionnement en minerai d'oxyde en quantité suffisante.

Lualaba

Glencore : Les deux filiales , Kamoto Copper Company et Mutanda Mining, ont fait dont d'équipements médicaux évalués à 750 000 dollars américains au gouvernement provincial du Lualaba. En parallèle, le personnel médical mobilisé sur les deux sites collaborent avec les autorités locales pour dispenser différentes formations santé.

L'industrie minière de RD Congo est l'une des plus dynamiques en Afrique subsaharienne. Le secteur contribue à plus de 80% des recettes d'exportation du pays, qui se positionne en deuxième producteur africain de cuivre et génère 60% de la production mondiale de cobalt.

Aujourd'hui le potentiel des ressources extractives de la RDC non exploitées est estimé à 24 Mds\$.

06. Initiatives du secteur bancaire

Standard Bank Group

Premier groupe bancaire au classement Jeune Afrique 2019. Standard Bank Group a mis en place plusieurs actions en réponse à l'épidémie de Covid 19 : mise en pause durant trois mois des mensualités de remboursement des prêts étudiants et ou de dirigeants de PME étant mis en difficulté par la situation sanitaire, suspension des voyages entre les différentes filiales, renforcement des centres d'appels et don de 10 millions de rands à des ONG travaillant avec le gouvernement sud-africain pour lutter contre la propagation de Covid-19.

Access Bank

Le groupe a fermé une de ses agences nigérianes, suite à la visite de deux clients atteints de Coronavirus et mis en place une rotation bi-mensuelle de ses effectifs dans les pays l'autorisant. LE 25 mars le groupe a annoncé participer à la création de Coalition against Covid (CACOVID), dont l'objectif est de mobiliser le secteur privé dans l'effort pour le règlement de la crise sanitaire. Le 2 avril, la banque introduit son nouveau produit : Dual Transaction Service afin de permettre aux clients pré-approuvés d'accéder à une ligne de crédit au moyen de leur carte de débit existante.

United Bank of Africa

Le 31 mars, dans le cadre d'une rencontre entre le Premier Ministre congolais et une délégation de la banque africaine, UBA a annoncé contribuer à hauteur de 150 000USD au Fonds National de Solidarité national. Présente dans plus de cinq pays africains, la banque a effectué des donations auprès d'autres gouvernements de ses pays d'implantation (Mali, Nigéria...

Banque Africaine de Développement

*La BAD a créé un fonds de **10 milliards de dollars** pour lutter contre la pandémie.*

5,5 milliards seront dédiés aux opérations souveraines dans les pays membres de la banque, 3,1 milliards pour les opérations souveraines et régionales via les pays du Fonds africain de développement.

Enfin, 1,35 milliards sont consacrés aux opérations du secteur privé.



Standard Bank



07. 3 questions à...

Quelle est la situation en RDC et comment les habitants luttent contre le virus?

Les autorités congolaises ont très tôt pris conscience de la situation. Le ministère de la santé a tout de suite communiqué sur les gestes « barrière ». Toute la difficulté a été de trouver comment appliquer des mesures de confinement efficaces dans le pays. La problématique est commune à tous les pays africains, je crois. Le pays est grand et la réponse est logiquement hétérogène, compte tenu des réalités spécifiques de chaque province ou ville. Ainsi, il y a parfois tâtonnement quant à la mise en application administrative de certaines mesures. Décision a été prise de couper les liaisons aériennes commerciales (hors fret) du pays et de la province de Kinshasa, et de confiner strictement l'épicentre de l'épidémie (commune de Gombe, au sein de la ville-province de Kinshasa). Bien sûr, avec un impact majeur sur l'activité économique de la zone. D'autres zones dans le pays ont choisi des mesures plus souples, ou des couvre-feux. Des hôpitaux ont été désignés pour se focaliser sur la riposte (hôpitaux dédiés « covid19 »). Enfin, les mesures de télétravail ont été très tôt encouragées. Les habitants sont conscients de la circulation du virus. Mais l'évangélisation doit se poursuivre pour arriver à une prise de conscience plus générale, dans tous les quartiers. Le discours scientifique doit également être renforcé. L'émotion prend souvent le pas sur le factuel. Trop de fausses informations circulent. Et des réactions inappropriées mais heureusement minoritaires voient le jour (stigmatisation des malades, menaces sur les médecins non impliqués dans la riposte...). L'équipe du Docteur Muyembe, du ministère de la santé et tout le corps médical, travaillent à ramener constamment l'opinion publique vers les bonnes informations.

Quels changements avez-vous opéré au sein de la CCI pour adapter votre activité aux nouveaux enjeux portés par la pandémie de Covid-19 ?

Nous sommes passés à 100 % en télétravail, et avons dû stopper ce qui fait le cœur de notre métier : les rencontres B2B. A la place, nous essayons d'informer nos membres régulièrement sur toutes les décisions réglementaires officielles, ou de mettre en avant leurs propres initiatives. Enfin, nous échangeons avec eux régulièrement et intervenons, quand c'est possible, au cas par cas, pour nous rendre utiles.

De quelle manière la CCI, de par son expérience et expertise, peut-elle contribuer à atténuer les effets négatifs de la pandémie sur l'économie ?

En continuant à relayer les bonnes informations, fiscales, réglementaires, sociales. Mais aussi, à faire la promotion des produits et services de nos membres. Certains de nos administrateurs sont également impliqués dans les commissions sociales qui analysent, en ce moment même, les mesures gouvernementales à destination des employeurs. Nous formulons le vœu que ces mesures soient à la hauteur des difficultés financières frappant PME et grands groupes en RDC. Une forte partie du soutien social des populations pèse également sur les entreprises. Je pense notamment aux soins médicaux qui doivent être pris en charge par l'employeur. Le gouvernement doit garder cela à l'esprit. En RDC, le secteur privé est la clé de voute du développement. Il faut donc le soutenir et accompagner plus que jamais son redémarrage.



Sophie Olivier

Directrice
CCI Congo France

07. Revue de presse



COVID-19: African governments must support the informal sector

We are best known for our innovation and creative problem-solving. We might take advantage of the closure of schools and suspension of sports events to utilise large open fields as temporary market places where necessary to enable greater social distancing and distribution of essentials. (...) Financial inclusion and access to health services are more critical than ever. We have all been forced to realise how connected we are, how the well-being of our neighbours, rich or poor, is as important as our own. We are each other's keeper. Beyond the immediate crisis, we must plan to rebuild the global economy in a way that gives fair value for everyone.



Covid-19 : "En RDC, beaucoup de personnes se cachent car elles ont honte d'être malades »

Il pense d'ailleurs que le coronavirus était présent en RDC dès la fin de l'année dernière et que plusieurs personnes l'ont contracté sans le savoir. Il y a eu, selon lui, une vague de migraines et maux de tête que l'on prenait pour une grippe. Le premier cas confirmé de coronavirus a été annoncé le 10 mars 2020, mais il y a très peu de dépistage, à peine une cinquantaine par jour, et tous les chiffres qui circulent sont en deçà de la réalité. La mobilisation contre l'épidémie a commence d'une manière chaotique.

A Kinshasa, une ville qui compte plus de vingt millions d'habitants, il est extrêmement difficile d'imposer un confinement général.



RDC/COVID-19 : Le Gouvernement revoit à la baisse le taux de croissance économique

À cette occasion, la note de conjoncture présentée par la VPM du Plan a démontré que les indicateurs économiques dans le monde restent très marqués par les effets pervers de la pandémie du COVID-19. Au niveau national, le Comité de conjoncture a noté que le confinement décrété à Kinshasa précisément dans la commune de la Gombe, centre névralgique de la capitale et dans les provinces du Nord et Sud Kivu, a des répercussions sur l'économie nationale.



35°Nord, agence de conseil en communication spécialisée sur l'Afrique, publie chaque jour un bulletin d'informations de la pandémie de Covid-19 sur son [site](#).

Retrouvez l'ensemble de ces informations sur nos boucles **WhatsApp** et **Telegram**.

Telegram : [cliquez sur ce lien](#) depuis votre smartphone et vous serez redirigés vers la chaîne Telegram de 35°Nord.

WhatsApp : ajoutez +33 7 49 26 61 35 à vos contacts et vous recevrez toutes les actualités envoyées via la liste de diffusion WhatsApp 35°Nord.

